IdeAs

Idées d'Amérique

17 | 2021

Villes et culture dans les Amériques

Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse*

Paris, Syllepse, 2020, 190 pages

Alvar De La Llosa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/10041>

DOI : 10.4000/ideas.10041

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Alvar De La Llosa, « Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse* », *IdeAs* [En ligne], 17 | 2021, mis en ligne le 01 mars 2021, consulté le 03 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/10041> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.10041>

Ce document a été généré automatiquement le 3 juin 2021.

IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse*

Paris, Syllepse, 2020, 190 pages

Alvar De La Llosa

RÉFÉRENCE

Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse*, Paris, Syllepse, 2020, 190 pages

- 1 Les ouvrages explorant la nature des gouvernements dit populistes ou de gauche (« gouvernements nationaux-populaires » ou « progressisme » préfèrent les auteurs) – au pouvoir ces dernières années dans au moins six pays d'Amérique latine – sont nombreux, mais rarement convaincants parce qu'orientés, journalistiques, ponctuels, dénonciateurs, sans vision globale sur un temps long. Reprenant l'idée émise par Aldo Marchesi (les régimes populistes de gauche redistribuent une partie de la richesse nationale mais ne permettent pas son contrôle par les secteurs subalternes producteurs), trois universitaires apportent un regard non conventionnel, novateur, critique, riche en données, invitant à connaître les raisons et la portée de ces politiques, le cadre de tensions économiques et internationales où elles se situent, et les discours qu'elles engendrent.
- 2 Dans un long article bien rodé, appuyé sur une ample bibliographie –qui ne suppose pas une richesse des points de vue – (130 notes pour 73 pages) – peut-être l'étude de terrain fait défaut –, Gaudichaud (université de Toulouse) aborde l'exercice difficile, car propre à l'Histoire du temps présent, d'explorer un sous-continent gouverné par le « post-néolibéralisme » et caractérisé par des disparités sociales et structurelles notoires. Pour

l'auteur, les gouvernements de « l'âge d'or du progressisme » n'ont pas rompu avec le passé. La démonstration est brillante, mais est-il nécessaire de se référer à un ouvrage de 1914 (!) d'un analyste politique, Robert Michels, qui finit admirateur du fascisme italien, – et dont Bourdieu démonta avec brio sa *loi d'airain de l'oligarchie* – alors que, sans le contexte de l'opposition à Kautsky et Bebel, il est aujourd'hui difficilement compréhensible ? La méthode pêche quand on lit « sans peur de se tromper » ou « on pourrait montrer les mêmes chiffres dans la plupart des pays ». Il convient d'annoncer mais aussi de démontrer et citer sans se contenter de « pour d'autres » et « bien d'autres » auteurs...

- 3 La tendance à montrer le Venezuela comme une kleptocratie pétrolière se construit dans une démonstration à charge sans que d'autres changements sociaux ne soient réellement explorés. Il en va de même du poids de l'Armée – certes accaparatrice – ; ne correspond-il pas à un besoin de contrepoids face à l'émigration des élites techniques ? Il conviendrait d'explorer davantage les raisons structurelles antérieures de la décomposition économique du pays. Et la création d'une zone de développement ne peut se réduire à l'affirmation qu'elle est d'une « superficie égale [...] à Cuba ! » dont au demeurant on ne comprend ni l'exclamation ni la comparaison...
- 4 Certes, une mafia étatique gouverne le Nicaragua, mais la répression ne s'exerce pas exclusivement sur les forces populaires de gauche. Et que dire de la tendance journalistique à supposer que cette violence est inédite depuis Somoza (*quid* des années de la Contra ?). Il eut été scientifique de comparer la violence répressive avec les autres pays d'Amérique centrale. Et Odebrecht ne sévit pas seulement dans le Brésil de Lula mais aussi dans le très libéral Pérou. Gaudichaud montre comment la réduction de l'espace social de contestation par un retour au libéralisme avec Moreno en Équateur s'accompagne d'une répression et du contrôle de la population au Brésil, en Bolivie et au Venezuela par les « exécutions extrajudiciaires » fruits des forces de l'État, et le report des élections syndicales, le tout dans le cadre d'une volonté étatique de contrôle et de criminalisation des luttes populaires pour servir les politiques extractivistes.
- 5 Dans les 45 pages de son étude macroéconomique, Webber, économiste à l'université de York (Toronto), offre les clés pour comprendre le contexte économique et financier international dans lequel se développent ces régimes, et donc jusqu'à quel point ils en dépendent, alors que l'expansion chinoise offre une porte de sortie permettant d'échapper à la dépendance étasunienne désormais séculaire. Cela ne plait évidemment pas à Washington qui, sous Obama, a renforcé son contrôle militaire sur la région.
- 6 Reconnaisant les importantes conquêtes démocratiques des régimes progressistes (fin de l'immunité des militaires argentins, apparition d'assemblées constituantes en Bolivie, Équateur et Venezuela), Webber note que les marges de manœuvre accordées aux mouvements sociaux ont été obtenues face à des gouvernants réticents. Néanmoins, renaissance des traditions anti-impérialistes et renouveau de la souveraineté populaire ont été mises en avant, certains osant même réemployer le mot *socialisme*. Il est cependant évident que les transformations de structures de classes et de propriété ne sont pas à l'ordre du jour et que, dans le cadre de la division internationale du travail, l'Amérique latine reste dans la position subalterne qui a toujours été la sienne. Alors qu'au Pérou et en Colombie les gouvernements de droite ont consolidé leurs économies néolibérales, ceux de Lula, puis Rousseff, et des Kirchners ont connu de faibles confrontations avec les secteurs libéraux. Seuls le Venezuela et la Bolivie ont partiellement réalisé d'amples transformations. Mais nulle

part il n'y a eu de profondes mutations structurelles. Webber rappelle qu'entre 2003 et 2011, la croissance de la demande en agro-industriel, énergies non-renouvelables et minerais – secteurs au demeurant peu créateurs d'emplois – a permis la redistribution d'une partie de la richesse nationale, favorisant ainsi les classes les plus démunies et améliorant leurs conditions de vie. Ces régimes ont donc à leur actif une réelle réduction de la pauvreté et des inégalités, même si cela a été généralement commun à la région qui reste la plus inégalitaire au monde. Ces avancées sociales se sont aussi traduites par un accès plus large à l'enseignement supérieur, voire primaire. Or, la fin de l'expansion de la vente des matières premières et la crise depuis 2012 menacent ces avancées. Dans ce cadre, Webber interroge la réponse des régimes progressistes suite à la crise du modèle de l'orthodoxie libérale (1980-2000), la particularité de leur arrivée au pouvoir au moment du développement inédit de l'intensification du capitalisme extractif (minerais, pétrole, agroalimentaire), et il observe les limites de la rupture avec l'ordre antérieur, soulignant les continuités néolibérales, explorant les effets tardifs de la crise mondiale de 2008, les rénovations que supposent les structures globales d'accumulation dans le cadre des nouvelles dynamiques des investissements chinois qui semblent remplacer les États-Unis, et finalement, les tentatives originales mais non abouties de projets d'intégration régionale face à la domination étasunienne.

- 7 Il offre un large panorama de la situation économique mondiale dans laquelle l'Amérique latine s'insère avant l'arrivée de ce populisme qui apparaît comme une réponse à la faillite du néolibéralisme des années 1990, et qui doit son essor à l'expansion chinoise. Mais les bases structurelles sont intactes, plus au Brésil qu'au Venezuela où les transformations furent importantes. Les changements de régime n'ont pas affecté la vulnérabilité latino-américaine face aux aléas du marché international. Le processus de désindustrialisation s'est accéléré. Pour les petits pays, les transferts financiers des parents émigrés restent, comme le tourisme, la plus importante source de devises. Webber suit les analyses d'Atilio Borón quant à l'encerclement étasunien du Venezuela, et de Claudio Katz quant à l'évolution de la mainmise de Washington sur la région qui passe par la création de zones de libre-échange pour resserrer les liens avec les pays de la Caraïbe et ceux de la façade pacifique (face au *mare nostrum* chinois) de façon à ostraciser les initiatives des pays dissidents plus indépendants qui ont très peu progressé, conservant les asymétries, et les différences structurelles héritées de leurs disparités industrielles. Seul le Brésil maintient sa prépondérance régionale, Lula et Rousseff ayant renforcé la défense des entreprises brésiliennes et leur champ d'activité. Reprenant les analyses de Katz, Svampa, Cypher et Wilson, ainsi que les données de la CEPAL, il analyse le rôle de la Chine dont les achats de matières premières ne cessent d'augmenter, devenant le principal créancier de la région, notamment par des prêts contre pétrole (à hauteur de 50 % avec le Venezuela) qui assureront à Pékin des ressources pour son avenir industriel. Reste à savoir combien de temps ces États compensatoires, redistributifs, tiendront face à la chute de leurs exportations et des prix du marché qu'engendre le refroidissement économique chinois depuis 2012.
- 8 Politiste à l'UNAM de Mexico, Modonesi (45 pages) s'intéresse aux débats que l'apparition des mouvements populaires des années 1990 a provoqués au sein de la pensée critique : « un débat sur l'époque qui fait époque ». Posant un regard sur ce changement, il rappelle que la critique du libéralisme, née en 1992 avec l'apparition de l'EZLN, renouvelle la pensée critique latino-américaine d'une gauche défaite dans les années 1970. Les vieilles questions (indigénisme, paysannerie) resurgissent face à celles

de l'époque (écoterritorialisme, postcolonialisme), réalimentant le débat. La proximité temporelle empêche les études abouties, il distingue celles des intellectuels organiques liés aux gouvernements de celles provenant de la gauche critique. Analysant et déconstruisant ces discours, il distingue les positions favorables et les critiques autour de quatre questions : socio-économique, économique-écologique (extractivisme et dépendance), État et démocratie (populisme, clientélisme, transformisme – quand les groupes dirigeants des classes subalternes se mettent au service des nouveaux dominants –, révolution passive), diversité intellectuelle (plurinationnalité, postcolonialité). Il rappelle la bataille de presse qui, au-delà des médias traditionnels, s'empare du Net. Le débat est alors d'envisager développement vs dépendance, intervention étatique (afin de promouvoir la redistribution des richesses), et utilisation de l'État comme intervenant économique, ce qui condamne toute transformation de l'État qui est exalté comme instrument de transformation (la *stratolâtrie* chère à Gramsci).

- 9 Les défenseurs organiques (García Linera) envisagent l'État comme l'instrument du développement, donc de l'équilibre social, justifiant alors l'extractivisme et la néo-dépendance, enfermés dans le néo-développementisme. Telle serait la nature du progressisme latino-américain. Dans ce cadre, Modonesi différencie la radicalité anti-néolibérale bolivienne, équatorienne et vénézuélienne, des réformismes brésiliens, uruguayens ou le national-populisme des Kirchner. Les nuances sont nombreuses entre des pays aux structures et histoires différentes. Il annonce la fin de ce cycle de césarisme progressif, de révolutions passives. Nous pourrions y ajouter le récent contact du « marxiste » Edgardo Lander avec Guaidó.
- 10 L'ouvrage aurait gagné à explorer les conditions du retour de la droite, idée évoquée dans le titre. Par ailleurs, peut-on parler d'impérialisme chinois ? Certes, il y a surarmement mais pas encore imposition et conquête militaire des marchés. *In fine* ne convient-il pas de s'interroger sur les raisons de ce manque de vitalité et d'organisation des forces populaires étonnamment passives dans ces processus de néo-domination. Le clientélisme et le transformisme sont-ils la seule explication ? La base a peut-être conscience de la fragilité des changements et de leur réversibilité. La violence des Bolsonaro et Áñez est peut-être la partie la plus visible et finalement moins brutale. On regrette des traductions inégales desservant la qualité des articles (le traducteur de Webber semble peu au fait des expressions propres aux études économiques, le schéma p.152 est en espagnol), et, beaucoup moins compréhensible, l'absence d'une bibliographie générale reprenant les nombreuses références que les auteurs convoquent alors même qu'elles sont la richesse d'un ouvrage qui convie principalement la littérature des trente dernières années. Face à un Biden peu novateur en matière de politique latino-américaine, l'ouvrage confirme son intérêt.

AUTEURS

ALVAR DE LA LLOSA

Université Lyon 2, LCE, EA 1853